

Questions orales

M. le Président: A l'ordre! Le très hon. ministre pourrait peut-être conclure la réponse à cette question.

M. Broadbent: Allez-y, Joe, vous avez une autre chance.

M. Clark (Yellowhead): Monsieur le Président, la réponse à la question est celle que j'ai déjà donnée au député de Winnipeg—Fort Garry.

M. Gauthier: Vous n'avez absolument pas répondu à la question.

M. Guilbault (Saint-Jacques): Assez de tergiversations!

M. Broadbent: Je serais tenté de parler du vide qui existe entre les oreilles du ministre, mais je m'en abstiendrai.

M. Nystrom: On ne peut le combler.

LA POSITION DU MINISTRE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Tant dans ses réponses antérieures que maintenant, le ministre cherche à se dérober en abreuvant l'opposition d'injures. Je tiens à lui dire dès maintenant que les Canadiens ne se laisseront pas prendre à ce petit jeu.

M. Nystrom: Voilà pourquoi vous occupez la troisième place.

M. Broadbent: C'est précisément à cause de votre attitude ricaneuse et évasive que vous avez abouti au troisième rang.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Je suis sûr que tous les députés souhaitent que le député d'Oshawa pose sa question d'une manière succincte et claire et que le ministre y réponde de la même manière.

M. Broadbent: Si le ministre renonce à ses vitupérations et accepte de répondre sans ambages, je vais lui poser une question sans détour.

Le ministre reconnaît-il avec M. Reisman que les Américains ont maintenant demandé de discuter d'investissements qui sont sans rapport avec des questions commerciales et qu'il en a avisé le Cabinet? Ou le ministre est-il d'accord avec le premier ministre qui a déclaré que le Cabinet n'était instruit que de discussions portant sur des investissements liés au commerce extérieur? De quel côté de ces visions intéressantes de la vérité le ministre penche-t-il?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je n'abreuve personne d'injures; je cherche simplement à signaler aux Canadiens qu'un certain parti politique dit une chose à la Chambre au sujet de l'Accord du lac Meech, alors que son équivalent québécois dit exactement le contraire. Voilà ce que je fais.

M. Broadbent: Voilà un type qui a vraiment foi dans le fédéralisme. Je ne puis le croire.

M. Clark (Yellowhead): Oui, j'ai foi dans le fédéralisme et je crois que le fédéralisme a besoin d'un parti national . . .

Une voix: Répondez à la question!

M. Clark (Yellowhead): . . . pour tenir les mêmes propos dans les deux langues officielles partout au Canada.

Des voix: Bravo!

M. Clark (Yellowhead): Si je puis répéter ce que j'ai déjà dit au député de Winnipeg—Fort Garry . . .

M. McDermid: Allez-y lentement.

M. Clark (Yellowhead): Je vais effectivement y aller très lentement, de façon que le chef du Nouveau parti démocratique puisse comprendre ma réponse et en prendre note, quitte ensuite à la communiquer par téléphone à ses collègues.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark (Yellowhead): Des propositions ont été faites, notamment par le président des États-Unis, faisant état d'un désir global de discuter d'investissements. Nous avons répondu que nous examinerions ces propositions lorsque nous les aurions reçues.

Au cours de la dernière rencontre des négociateurs, le représentant de la partie américaine a indiqué de vive voix, et non pas par écrit, certains aspects auxquels elle s'intéresse, aspects qui n'ont rien de commun, et de loin, avec les fausses impressions que les deux partis de l'opposition ont cherché à créer à la Chambre.

Comme le chef du NPD le sait probablement, il appartient maintenant au négociateur en chef de formuler une recommandation officielle au comité du Cabinet. Celui-ci songera s'il y a lieu d'accorder au négociateur un mandat pour examiner ces aspects. Nous prendrons une décision en tenant compte des meilleurs intérêts du Canada. Évidemment, cela ne sera pas le dernier mot de l'affaire. Le Cabinet du Canada se réservera le droit d'approuver ou de rejeter, à n'importe quelle étape de cette démarche, les aspects dont les négociateurs auront pu discuter.

M. Broadbent: Nous n'avons eu besoin que d'une demi-heure pour obtenir ce renseignement du ministre.

M. Clark (Yellowhead): Je l'avais déjà fourni à Lloyd.

LES INTÉRÊTS AMÉRICAINS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Nous savons maintenant que le gouvernement envisage la possibilité d'élargir la portée des discussions sur l'investissement. Encore une fois, le ministre a cédé devant les Américains. Au moins, le ministre dirait-il à la Chambre des communes quels secteurs les Américains veulent aborder à la table de négociations? Dirait-il au moins cela aux Canadiens?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Depuis le début du débat, alors que nous avons compris que le parti socialiste avait adopté une position idéaliste et s'opposait aux négociations sur le libre-échange, il tente de nous faire dévoiler les détails des négociations à la Chambre des communes.